
Mobilisations paysannes et antiparlementarisme dans la première moitié du XX^e siècle

*Peasant Mobilization and Antiparliamentarism in the First Half of the Twentieth
Century*

Édouard Lynch

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/1008>

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Édouard Lynch, « Mobilisations paysannes et antiparlementarisme dans la première moitié du XX^e siècle », *Siècles* [En ligne], 32 | 2010, mis en ligne le 01 juillet 2013, consulté le 08 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/1008>

Ce document a été généré automatiquement le 8 mars 2021.

Tous droits réservés

Mobilisations paysannes et antiparlementarisme dans la première moitié du XX^e siècle

Peasant Mobilization and Antiparlamentarism in the First Half of the Twentieth Century

Édouard Lynch

- 1 Mettre en relation l'étude de l'antiparlementarisme et celle d'une catégorie professionnelle comme la paysannerie peut sembler paradoxal. Dans l'historiographie politique, après les bouleversements du XIX^e siècle et l'âge d'or de la « politisation des campagnes¹ », les analyses se concentrent très largement sur les villes où s'épanouissent les formes « nouvelles » de la vie politique, parmi les représentants de la classe ouvrière ou des mouvements nationalistes. Avec l'établissement du régime républicain et parlementaire sous la III^e République, les campagnes apparaissent désormais comme des espaces pacifiés et fidèles au nouveau régime. Les représentations sur l'apathie des paysans et leur faible appétence pour la chose publique, sous-tendues par une vision largement dominante chez les élites, les transforment, sous la plume des préfets et des analyses politiques, en populations dociles, uniquement préoccupées de la satisfaction de leurs intérêts matériels. Dans ces conditions, les pulsions antiparlementaires qui scandent la III^e République paraissent très largement laisser à l'écart le monde des campagnes, même si la faiblesse de l'historiographie² en ce domaine incite à la prudence.
- 2 Évoquer l'existence d'un antiparlementarisme paysan ou en milieu rural oblige par ailleurs à soulever la pertinence d'un questionnement « autonome ». Ainsi, les paysans sont d'abord les récepteurs ou les relais de discours et de pratiques antiparlementaires diffusés par des organismes politiques à vocation « nationale » et « généraliste », qui se développent à partir de la Belle Époque et s'épanouissent dans les années trente. Mais ils sont également les protagonistes exclusifs de mouvements politiques qui apparaissent dans l'entre-deux-guerres et qui visent en priorité les ruraux et plus encore les agriculteurs. Reste que l'antiparlementarisme « paysan » demeure dominé, à

l'exception sans doute de l'entre-deux-guerres, par une dimension plus professionnelle que politique. Le discours antiparlementaire se développe moins contre le régime lui-même que contre ses effets néfastes, distinction qui tend parfois à se brouiller, les dynamiques politiques n'étant jamais totalement absentes.

- 3 Pour observer ce lien entre mobilisation paysanne et antiparlementarisme, nous nous pencherons sur deux temps forts du XX^e siècle à l'occasion desquels se manifestent des critiques contre les « parlementaires », mais aussi où s'affirme un antiparlementarisme plus structuré, dans le contexte tendu de la crise économique et politique. Nos réflexions reposent principalement sur le recours à des sources en lien avec des mobilisations collectives, contribuant à explorer un « antiparlementarisme de crise » plutôt qu'un antiparlementarisme « banalisé » qu'il conviendrait également d'examiner, par des études plus systématiques et localisées.

Un révélateur : les crises viticoles de la Belle Époque

Du parlement recours au parlement bouc émissaire

- 4 Les événements viticoles de 1907 représentent, avant 1914, la principale crise frappant le milieu agricole et suscitant une mobilisation sans précédent, tant dans son ampleur que dans ses modalités ; elle connaît en outre un certain nombre de « répliques », principalement celle qui agite le vignoble de Champagne en 1911. L'originalité de ces mouvements est de se traduire par une participation populaire sans équivalent et pour une large part « spontanée », avec un souci sans précédent de « médiatisation »³. L'étude des pratiques protestataires, loin de se cantonner à une simple mise en scène folklorique, constitue aussi un point d'observation de la diffusion des « cultures politiques » et notamment de l'antiparlementarisme.
- 5 Le fonctionnement du modèle parlementaire est au cœur de cet épisode, puisque c'est la visite d'une délégation d'élus venue constater l'ampleur de la crise qui suscite la première marche d'une centaine de vignerons d'Argeliers, conduits par Marcelin Albert. Tout au long de la mobilisation, entre février et juin 1907, l'une des principales mesures réclamées par les manifestants est la mise en place d'une législation protégeant la viticulture du Midi contre la fraude. Dans ces conditions, le Parlement et derrière lui l'État sont moins vus comme un adversaire que comme un possible recours, même si, dès lors que la crise se prolonge, les critiques se font plus acerbes contre les représentants du peuple. Ceux-ci sont accusés de trahir les intérêts du Midi et surtout de rester sourds à l'ampleur de la protestation, le gouvernement Clemenceau refusant de céder à l'ultimatum posé par M. Albert et Ernest Ferroul et jouant au contraire le pourrissement et la radicalisation.
- 6 Ce mécanisme se retrouve de manière assez nette, quoique de moindre ampleur, dans un autre mouvement, beaucoup plus méconnu, celui de l'agitation des vignerons de la Marne et surtout de l'Aube, autour des questions de délimitation⁴. Le parlement, en légiférant sur les délimitations viticoles – prolongeant ainsi le processus entamé en 1907 suite à la crise du Midi –, oppose les intérêts des vignerons de l'Aube et de la Marne : protéger les uns exclut les autres de l'appellation. D'où la très grande réactivité face aux décisions parlementaires, de la Chambre comme du Sénat : plus encore que dans le Midi, les réactions collectives ont les parlementaires en ligne de mire,

notamment les porteurs des différents projets, mais aussi les représentants locaux, accusés de trahir leurs mandants.

Thématiques

- 7 L'hostilité aux parlementaires s'exprime à travers deux registres principaux. Le premier repose sur le thème de la trahison et de la corruption. Les élus n'ont pas tenu leur promesse et méritent d'être sanctionnés. Dans le Midi, la figure de Joseph Caillaux, ministre des Finances et auteur d'une formule « malheureuse » qualifiant la mobilisation sans précédent des viticulteurs de « battage », est la principale cible des manifestants.

Les gueux de Pépieux (Aude) au meeting de Montpellier (9 juin 1907)



Photographie anonyme (détail).

Archives départementales de l'Aude, réf. 15Dv11-071

- 8 En Champagne, c'est le président du Conseil Ernest Monis, qui avait estimé « la délimitation [...] faite et bien faite », qui attise l'ardeur des polémistes et des manifestants. Outre les pancartes et les slogans, son effigie, après avoir été promenée dans les rues de Bar-sur-Aube, est brûlée au milieu des feuilles d'impôts, ainsi que celle d'un autre mannequin, « Bourgeois », sans doute en référence au sénateur de la Marne voisine soupçonné d'avoir pesé en faveur de sa circonscription.

Le mannequin représentant M. Monis promené en tête de cortège à travers la ville de Bar-sur-Aube



Mars 1911 - MANIFESTATIONS DES VIGNERONS A BAR-SUR-AUBE
Le mannequin représentant M. Monis promené en tête du Cortège à travers la Ville

(E-D)

Photographie anonyme.

Médiathèque Municipale de Troyes, réf. CPLOCAL00942

Mars 1911, M. Monis brûlé en effigie sur la place de la Mairie à Bar-sur-Aube.



Mars 1911 - MANIFESTATIONS DES VIGNERONS A BAR-SUR-AUBE
M. Monis brûlé en effigie sur la Place de la Mairie
Retiré des flammes à l'aide d'une pique il obtient un succès colossal

(E-D)

Photographie anonyme.

Médiathèque Municipale de Troyes, réf. CPLOCAL00939

- 9 Mais la vindicte contre les parlementaires se nourrit également d'une dimension plus « générale », qui témoigne de l'existence d'une « culture antiparlementaire » reposant en particulier sur la dénonciation des « privilèges » et des « gros »⁵. En 1907 figurent sur un certain nombre de pancartes des références à l'indemnité parlementaire récemment relevée⁶, ainsi qu'à la « corruption » des élus par les betteraviers du Nord.

Plusieurs caricatures présentent ainsi la Chambre comme l'un des « bastions » sur lequel s'appuient les adversaires du Midi et de très nombreuses pancartes opposent la misère des gueux à l'opulence des « gros » aux figures polymorphes.

Slogans à tonalité antiparlementaire⁷

Conhilac-Corbières	« 19 mai 1907 : bombance gouvernementale à Lyon - rendez vous des ventres creux à Perpignan. »
Laure-Minervois	Trois pies pendues par le cou à une pancarte expliquant : « Sort réservé aux fraudeurs qui nous pillent, aux hommes politiques qui les protègent, aux juges qui les absolvent. »
Limoux	« Eux peau de balles »
Pexiora	« La diminution des gros traitements. »
Aigues-Mortes	« À vendre, grande fabrique de poudre aux yeux. 15 000 fr comptant. »
Saint-Gilles	Caricature d'un gros député : « Moi, je m'en fous, je palpe quand même. »
Celleneuve	« Aux ministres 6 000 francs et nous, nous crevons de faim. »
Clapiers	« suppourtan lou pès das 15 000 francs. »
Montagnac	« Les politiciens sont des pantins. Seul le travail est souverain. »
Saint-André-de-Sangonis	« 30 pour siéger, 600 pour encaisser. Sénateurs et députés 15 000 francs. Viticulteurs 00 000. »
Nézignan-l'Evêque	« Messieurs les 15 000 balles agissez, car il est temps, sinon le bâton vous attend. »

- 10 Parmi les nombreuses chansons des manifestants de l'Aube, certains couplets reflètent sans équivoque la vision négative des élus du peuple. En témoigne l'*Hymne des vigneron champenois de l'Aube*, chanté sur l'air de l'*Internationale* et qui fait écho à l'une des nombreuses chansons de vigneron de 1907⁸, en l'occurrence une *Marseillaise des vigneron* :

<i>Hymne des vigneron champenois de l'Aube</i> (sur l'air de l' <i>Internationale</i>)	<i>La Marseillaise des vigneron</i> , paroles Lou Manobro
--	--

Requins, rois de la politique, Unis pour drainer vos sueurs, Déshonorent la République En spoliant les Viticulteurs. Ils ont trinqué à coupes pleines Trusteurs, ministres, députés. Puis portant le comble à nos peines Notre ruine ils ont décrété ⁹ .	« La république nous peigne au ras du cou avec un râteau Les ministres ne sont pas en peine Ils s'engraissent à vue d'œil (bis) Et toi peuple des campagnes Pendant qu'ils mangent le dindon Et qu'ils gonflent leur bourse Tu dois crever dans la mélasse Aux armes vigneron Prenez vos fusils Et allez balayer Tous ces repus.
--	---

- 11 Il convient enfin d'évoquer la place des thématiques antifiscales très présentes dans les slogans des manifestants. S'il ne s'agit certes pas à proprement parler d'antiparlementarisme, la dénonciation de la pression fiscale¹⁰ et l'appel à la grève de l'impôt sont souvent corrélés à la dénonciation des « privilèges » des dirigeants politiques en général et des parlementaires en particulier. Un rapprochement qui se confirme très largement dans l'entre-deux-guerres.

Un impact limité ?

- 12 Si une dimension antiparlementaire existe dans ces deux conflits, il convient de ne pas en exagérer l'importance. Outre qu'elle soit plutôt minoritaire, si l'on s'en tient par exemple à l'analyse des slogans repérés sur les pancartes, il s'agit davantage de dénoncer les élus hostiles au Midi ou à la Champagne, plutôt que les élus en tant que tels. Certes, dans le cas de la Champagne, les volte-face du gouvernement et des chambres favorisent les remarques défavorables au système. Mais dès que les revendications sont satisfaites, les critiques s'effacent et les parlementaires locaux ayant œuvré à la défense des intérêts régionaux sont célébrés pour leur action positive : ils occupent d'ailleurs parfois un rôle clé dans l'organisation de la lutte au plan local, au côté des militants emblématiques comme Marcelin Albert ou Gaston Checq.
- 13 Il convient également de s'interroger sur l'éventuelle influence des milieux politiques dans la diffusion des thématiques protestataires. Dans le Midi, l'historiographie a mis en évidence l'implication des milieux royalistes et la tentative de leur presse de nourrir la dimension antirépublicaine et antiparlementaire des manifestations¹¹, dans des régions dominées par les radicaux socialistes. Toutefois, cette implication ne parvient guère à infléchir la dynamique du mouvement. On se trouve ici confronté aux difficultés d'interprétation des formes de l'expression politique populaire, tant dans ses origines que dans ses conséquences : la crise de 1907 n'a pas d'impact « politique » dans le Midi viticole où l'emprise de la gauche radicale et socialiste se confirme.
- 14 Dans le cas de la Champagne, où le soulèvement des vigneron de la Marne débouche sur des affrontements très violents et la mise à sac des grandes maisons de production, l'influence de l'extrême gauche n'est pas négligeable. Cependant, elle ne contribue pas

véritablement à nourrir une dimension antiparlementaire : la phraséologie est davantage « révolutionnaire » et s'accompagne, surtout dans l'Aube, d'un recours massif aux drapeaux rouges. Si l'on veut dégager les apports idéologiques de l'extrême gauche, ils sont surtout sensibles dans les thématiques contre les « privilégiés » et les « gros », aux contours flous mais efficaces.

- 15 À l'issue de ce premier exemple, il n'est pas excessif de conclure à l'impact limité du discours et de la thématique antiparlementaires dans les conflits viticoles. Mais cette imperméabilité est loin d'être structurelle, comme le montrent les conflits des années trente.

La crise des années trente : un terreau de l'antiparlementarisme paysan

- 16 La période de l'entre-deux-guerres et notamment des années trente est incontestablement celle où l'antiparlementarisme se manifeste de la manière la plus nette dans les campagnes, comme dans le reste du pays. De manière significative, cette situation est étroitement liée à l'émergence de mouvements politiques qui s'efforcent de s'enraciner dans le monde rural, sans parvenir toutefois à s'imposer durablement, et en devant une grande part de leur succès à un positionnement ambivalent dans le champ professionnel, principalement pour ce qui concerne le dorgérisme.

Le parti agraire : un antiparlementarisme inachevé ?

- 17 La nouveauté de l'entre-deux-guerres, c'est l'apparition de mouvements politiques et syndicaux exclusivement tournés vers le monde agricole. Certains d'entre eux, comme le Parti agraire et paysan français (PAPF) fondé en 1927, s'inscrivent à l'origine dans une dynamique parlementaire et républicaine : leur objectif est en effet d'affirmer la représentation des producteurs agricoles au Parlement, au détriment de l'emprise des « notables »¹². Cette démarche n'est pourtant pas dépourvue d'ambiguïté et l'on observe la coexistence de discours ambivalents sur les « bons » et les « mauvais » représentants que la radicalisation du début des années trente contribue à accentuer. Ainsi, lorsqu'il se lance dans l'arène parlementaire, à l'approche des élections de 1928, le Parti agraire affirme haut et fort son attachement au régime :

« Nous avons toujours dit que le Parti agraire et Paysan voulait être républicain, qu'il n'entendait pas substituer au régime parlementaire un autre mode de gouvernement. Qu'il prétendait simplement apporter au Parlement, à côté des forces politiques, ondoyantes et diverses et qui font les gouvernements instables, un groupe paysan qui, par sa cohésion, son unité d'idéal, sera, comme dans tous les pays où les partis paysans ont leurs élus au Parlement et dans l'exécutif, un élément d'ordre, de stabilité et de sécurité pour l'avenir de notre pays¹³. »

- 18 Après un nouvel échec lors des élections législatives de 1932, avec un seul candidat élu, le Parti agraire s'engage dans une campagne d'agitation à la faveur de l'irruption de la crise agricole, marquée en particulier par le grand rassemblement à la salle Wagram en janvier 1933, à l'issue duquel un cortège se rend à l'Arc de Triomphe puis tente de marcher sur la Chambre des députés. Par la suite, au sein du Front paysan, les orateurs du Parti agraire ne sont pas les moins virulents à l'encontre du régime, comme Pierre Mathé, lors d'une réunion à Charleville :

« Son débit est violent et il explique avec une grande brutalité que l'ennemi des paysans français est la politique et que "les 600 incapables du Parlement sont responsables de la misère actuelle du paysan. Ces derniers, ajoute-t-il, ont toujours été les poires ; ils doivent nourrir le reste de la Nation, mais gare au réveil [...]". Comme note politique, il ajoute que les paysans ne sont ni fascistes ni communistes, mais républicains avant tout et que la situation ne peut être redressée que par la classe paysanne, donc "À bas la politique et union contre tous les politiciens"¹⁴. »

- 19 De la fin 1932 à 1934, l'organe du parti agite la menace des marches de paysans sur la capitale, qu'il s'efforce de réaliser de manière « concrète » lors des journées paysannes de novembre 1933 et 1934.
- 20 L'originalité du Parti agraire est de voir coexister en son sein des fortes tensions autour de la question du régime parlementaire, dès lors que celui-ci est de plus en plus remis en cause par ses alliés au sein du Front paysan. Ainsi, dans le journal du parti se succèdent tour à tour des diatribes enflammées contre le parlement et les députés, mais dans le même temps des mises en garde contre les dérives anti-démocratiques de certains de ses alliés. Cela tient tout à la fois à des raisons structurelles, au regard d'un parti où cohabitent des tendances politiques opposées, mais aussi à l'évolution de la conjoncture politique et à la concurrence des autres organisations agraires. On le constate par exemple avec la question du traitement à réserver aux députés, qui donne lieu à des distinctions subtiles :

« Le dimanche 30 juillet à Toulon-sur-Arnoux se tenait un banquet agricole qui clôturait le concours annuel des sociétés d'agriculture de l'arrondissement de Charolles. Naturellement, le flot officiel de l'éloquence coula à l'heure des toasts. Un député parla, le sous-préfet aussi, puis un deuxième député, celui-là SFIO, voulut prendre la parole. Il dut se résigner à parler dans un concert d'imprécations tel qu'on dut suspendre la séance. Ce n'est pas mal. Mais il me semble que le premier député et le sous-préfet pérorant auraient pu rencontrer sans dommage le même accueil, car ils ont leur part de responsabilité dans la crise présente. Donner aux parlementaires, par de semblables leçons, l'impression de l'estime en laquelle on les tient, c'est parfait. L'important pour que la leçon porte, c'est qu'elle soit infligée à tous sans distinction de parti. Le mieux d'ailleurs, ce serait de supprimer ces manifestations oiseuses et coûteuses par les temps qui nous accablent¹⁵. »

- 21 De même, quelques jours avant le 6 février 1934, le journal entend se démarquer des adversaires du régime :

« Notre jeune parti qui jouit de la singulière bonne fortune de n'avoir jamais été mêlé aux saloperies de la politique de clan, qui a un programme neuf, qui est prêt pour sauver la paysannerie à toutes les mesures d'énergie, ne doit pas se départir de son calme et gâcher, dans un geste d'impatience, la force qu'il a en mains [...]. Dans un avenir tout proche, l'heure idoine peut sonner et nous pouvons être appelés à accomplir les gestes nécessaires. À la condition, toutefois, de ne pas mêler notre action, de ne pas gaspiller nos énergies à des besognes hâtives et vaines, à ne pas nous confondre avec les trublions qui, cyniquement, exploitent les scandales pour des fins qui ne seraient pas, certes, les nôtres¹⁶. »

- 22 Le même Fleurant Agricola, quelques mois plus tard, produit un tout autre discours, alors que se dessine la mise en place du Front paysan :

« L'heure H va sonner, je vous en préviens par ces quelques lignes. Il faut qu'à la fin d'août ou au commencement de septembre, nous ayons balayé la Chambre qui nous déshonore et donné au gouvernement la volonté très nette d'en finir avec ce système de déflation qui n'est qu'une redoutable machine de guerre des maîtres actuels de l'économie en faillite pour la remettre en scène et achever votre ruine. Vous n'avez pas le temps, paysans, nous n'avons pas le trésor de guerre, comme les

autres, j'ai donc décidé et je prends l'entière responsabilité de ma décision de faire, au moment voulu, des numéros de *La voix de la terre* qui suivront un seul numéro affiche qu'il faudra coller sur tous les murs de nos villages et de nos villes. C'est dit. L'affiche de *la Voix de la Terre* sera le coup de clairon qui vous demandera à vous, paysans, et à tous ceux qui ont leur sort lié au vôtre, de sortir de la tranchée. [...] Les paroles vont finir, les actes doivent les remplacer¹⁷. »

- 23 Cette tension ne va cesser de se renforcer durant les années suivantes, dès lors que Dorgères impose à la direction du Front paysan une dimension éminemment politique et antiparlementaire, voire antirépublicaine, qui fragilise le Parti agraire et conduit à son éclatement en janvier 1936.

Le rôle central du dorgérisme

- 24 Le « mouvement Dorgères » constitue l'autre principal protagoniste qui cristallise dans l'opinion – et dans l'historiographie – la thématique antiparlementaire¹⁸. Il importe de rappeler que ce mouvement prend naissance en 1928, dans le cadre de la lutte contre les assurances sociales, relayant la protection des organisations syndicales de l'Ouest. À ce titre, il s'inscrit dans le prolongement de l'agitation menée par les dirigeants catholiques contre le cartel. On se trouve bien à l'origine dans un antiparlementarisme « de circonstance », lié à une question précise, en l'occurrence le vote d'un texte de loi jugé inacceptable : dresser la liste des « parlementaires » coupables revient à une infamie « sélective » et qui d'ailleurs retombe assez rapidement, en raison du changement de conjoncture politique et de l'amendement de la loi¹⁹. Mais une telle campagne n'est pas seulement « professionnelle » et s'inscrit aussi dans une dynamique politique plus large de contestation du modèle républicain incarné par la gauche radicale et socialiste.
- 25 C'est à la faveur de la crise économique et politique qui s'amorce à partir de 1932 que Dorgères donne à son mouvement une orientation résolument antiparlementaire, liée en particulier à l'arrivée au pouvoir du cartel des gauches, qui coïncide avec la chute rapide du cours du blé et la multiplication des manifestations de producteurs. Alors que l'initiative est initialement du côté du Parti agraire, Dorgères va progressivement s'imposer, à partir de 1934, comme le chef d'orchestre du Front paysan, auquel il donne une dimension plus nettement antiparlementaire. C'est la période durant laquelle il parcourt le pays, et pas seulement l'Ouest, bénéficiant du soutien des associations professionnelles conservatrices comme l'UNSA, avec son dirigeant Le Roy Ladurie, multipliant les diatribes contre le parlement et les députés :
- « Les grands rôles étant tenus par M.M. Le Roy Ladurie et Dorgères. L'un et l'autre dans un genre différent, firent le procès du parlementarisme envisagé dans son ensemble, sans distinction d'étiquette politique, exposèrent la détresse des ruraux et firent appel "à la solidarité du sillon" pour que, représentant déjà le nombre, les paysans acquièrent en se groupant la force qui pourra imposer à l'État une forme corporative, seul moyen de salut pour l'agriculture²⁰. »
- 26 Il n'est pas nécessaire de multiplier les exemples de la phraséologie dorgériste mais il importe de rappeler que c'est par dizaines que de tels rassemblements se déroulent dans le pays, et pas seulement dans les grandes villes, assurant la diffusion du discours antiparlementaire, comme à Angoulême en 1935 :
- « Il n'y a ni continuité ni responsabilité et les paysans doivent lutter pour sauver la France par la solidarité paysanne dans la solidarité nationale : "La fourche contre les politiciens pilleurs" [...]. Les Français, disent les étrangers, sont gouvernés par

une bande de fripouilles. Nous nous trouvons devant une féodalité financière et une féodalité fonctionnariste. [...] Après cet appel de propagande, Dorgères termine en flétrissant la République individualiste qui "sombre dans la boue" et en souhaitant la restauration de la France éternelle²¹. »

- 27 L'originalité du mouvement de Défense paysanne par rapport au Parti agraire est qu'au delà des discours, il entend mettre en place une pression « physique » sur les députés. D'abord au plan national, dans l'orbite des manifestations du Parti agraire, Dorgères prenant la parole lors du congrès organisé à Paris en novembre 1934, mais surtout « sur le terrain » en multipliant les coups d'éclats contre les élus. C'est le thème d'un article du *Progrès agricole de l'Ouest*, dès 1933, mais aussi le support d'actions concrètes, comme à la suite d'une manifestation à Saint-Brieuc, où quelques manifestants bousculent l'épouse du député Cadoret, absent de son domicile. Le journal de Dorgères commente :
- « Faut-il des carreaux cassés pour qu'on prête attention aux revendications agricoles ? Puisqu'on ne peut trouver les députés à Paris, il faut aller les chercher en province. Des Paysans de l'Eure, frappés par les agents à Paris, se vengent sur un député à Évreux²². »
- 28 La mise en place des chemises vertes en 1935, au-delà du service d'ordre des réunions, est explicitement tournée vers l'action de terrain contre les parlementaires :
- « Les troisièmes ennemis, les plus terribles et les plus forts, sont les politiciens nés du parlementarisme. Leur activité destructrice ne cesse de se manifester pour le Paysan d'un bout à l'autre de l'année. [...] Le jeune Français ne devra, en aucun cas, tolérer que son activité créatrice de père, de contribuable et de soldat soit brisée par ces parasites. Il devra, chaque fois qu'il les rencontrera, couvrir leurs beaux discours de clameurs d'indignation, car ce sont ces parlementaires qui sont les vrais et les seuls responsables des malheurs des paysans français²³. »
- 29 Si elles demeurent limitées – et amplifiées par la presse à des fins de propagande –, ces pratiques retrouvent une nouvelle actualité après les élections de 1936, où les députés, voire les ministres du gouvernement, sont pris à partie physiquement par les militants de la Défense paysanne, qu'il s'agisse de Renaud Jean ou de Georges Monnet, lors de meetings et de réunions²⁴.

Convergence, autonomie et limite d'un antiparlementarisme paysan

- 30 Sans rentrer dans le détail des pratiques antiparlementaires, il convient de mettre en évidence leur inscription dans une dynamique nationale²⁵. On observe en effet de fortes convergences entre les mouvements nationalistes et urbains et l'activité des organisations paysannes, en particulier dans la mise en place des services d'ordre, qui jouent un rôle déterminant dans l'encadrement mais aussi la radicalisation des protestations. Dans le cadre de la manifestation du Parti agraire à partir de la salle Wagram, par exemple, où des manifestants prennent la direction de la Chambre, il est difficile de déceler l'attitude spécifique des manifestants paysans de celle des militants nationalistes présents dans le cortège. Il convient également de se méfier des effets des sources, qu'il s'agisse de la presse militante et même des autorités administratives, promptes à mettre en avant la seule responsabilité des « agitateurs », manipulant des masses rurales « structurellement amorphes ». Du côté des dorgéristes, les liens avec la Ligue des contribuables sont très étroits, avec l'organisation de réunions communes, d'où l'importance de la convergence des thématiques antifiscales et antiparlementaires. De même, au fait de la protestation du Front paysan, dans les

années 1934-1935, les relations sont fortes avec les ligues nationalistes, Jeunesses patriotes et Croix de feu, facilitant la convergence des discours.

- 31 Pour autant, il est nécessaire de dépasser cette approche un peu réductrice, celle d'un Dorgères simple « jouet » dans la main des hobereaux et des lignes nationalistes, souvent évoqué par les rapports officiels. En effet, s'il est difficile d'évaluer la portée et l'impact des diatribes antiparlementaires, il est certain que la crise crée un climat favorable, dans les villes comme dans les campagnes. Il faut ainsi rappeler l'échec de la tentative de régulation du marché du blé lors du vote d'un prix minimum en juillet 1933, qui témoigne de l'impuissance du parlement à faire appliquer une législation favorable aux agriculteurs. De même, à une plus grande échelle encore qu'en 1907, la thématique de la grève de l'impôt est au cœur de la stratégie du Front paysan entre 1934 et 1935 et doit être mise en parallèle avec la dénonciation des scandales financiers qui fragilisent le régime. D'autres éléments plus ponctuels, comme la levée de boucliers des bouilleurs de cru de Normandie en 1935, témoignent de cette mise en cause ponctuelle des députés, qui reviennent d'ailleurs rapidement sur le décret incriminé.
- 32 Une autre spécificité du discours antiparlementaire élaboré par les agrariens est la valorisation de l'usage de la force et de la virilité. La référence à l'armée et au rôle joué par les paysans dans la Première Guerre mondiale est très fréquemment mise en avant, à la fois dans les discours et les pratiques, comme le montrent la place du monument aux morts dans les défilés et la mise en avant des anciens combattants parmi les figures emblématiques de la geste dorgériste (Salvaudon, Divanac). Mais on rencontre également l'exaltation de la « virilité » paysanne face à l'incurie des urbains, incarnés par les « politiciens » et les « fonctionnaires ». Tel est le sens de très nombreux écrits et discours qui mettent en scène, dans la presse militante, la « couardise » et la veulerie de ces adversaires – fonctionnaires et députés –, pour mieux affirmer la détermination des militants et des dirigeants paysans. Cette virilisation alimente les nombreuses allusions à des « marches sur Paris » – la Chambre est implicitement visée –, mais justifie également les affrontements physiques avec les militants et éventuellement les députés, ceux-ci étant somme toute très peu nombreux, dans une proportion inverse à la place qu'ils occupent dans la presse militante. Cet antiparlementarisme « viril » va de pair avec des discours résolument antisémites, la figure du député et du juif étant « féminisée » comme l'a montré Pierre Birnbaum à propos de la propagande contre Léon Blum²⁶.

Conclusion

- 33 Plus encore que la Belle Époque, l'entre-deux-guerres est ainsi caractérisé par l'affirmation d'un antiparlementarisme vigoureux et spécifiquement tourné vers le monde rural. Loin de constituer des diatribes occasionnelles, liées à une requête spécifique, ce discours s'inscrit dans une dynamique plus générale de contestation du régime. En ce sens, la mise en parallèle du discours antiparlementaire du Front paysan avec le progrès des thèmes corporatifs au sein de l'UNSA, culminant lors du congrès de Caen en 1937, témoigne de la fragilisation du « modèle républicain », par une fraction importante du syndicalisme agricole conservateur. Toutefois, ce dernier, après la victoire du Front populaire, préfère jouer l'apaisement, quitte à entrer en conflit avec Dorgères qui poursuit ses invectives contre les nouvelles figures du gouvernement et de la Chambre.

- 34 Pourtant, l'impact de cette campagne antiparlementaire dans l'opinion reste difficile à mesurer. Au-delà des invectives de la presse militante, les effets politiques semblent limités. Lors des élections législatives de 1936, aucun candidat soutenu par les dorgéristes ne parvient à s'imposer et les élus agraires de la Chambre appartiennent davantage au milieu des notables conservateurs. De manière significative, après 1936, Dorgères réoriente l'activité de son mouvement sur des thématiques plus professionnelles que politiques, telle la lutte contre les allocations familiales ou l'organisation des marchés agricoles.

NOTES

1. Gilles Pécout, « La politisation des paysans au XIX^e siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises », *Histoire et Sociétés rurales*, vol. 2, 2^e semestre 1994, p. 91-125.
2. Mickael Burns, *Rural Society and french Politics, 1886-1900*, Princeton, Princeton University Press, 1984.
3. Jean Sagnes, François Pic, « La crise de 1907 en Languedoc en Roussillon : bilan historiographique et essai de bibliographie », *Annales du Midi*, n° 187, 1989, p. 289-320.
4. Alexandre Niess, « Champagne rouge, Champagne sang. De l'épineuse question de la définition du vigneron champenois (1908-1914) », dans Philippe Lacombrade, Fabien Nicolas (dir.), *Vin et République*, Paris, Pepper/L'Harmattan, « Cliopolis », 2009, p. 97-111.
5. Pierre Birnbaum, *Le Peuple et les gros. Histoire d'un mythe*, Paris, Grasset, 1979.
6. Alain Garrigou, « Vivre de la politique. Les "quinze mille", le mandat et le métier », *Politix*, n° 20, 1992, p. 7-34.
7. Slogans compilés par Félix Napo, *1907, la révolte des vigneron du Midi*, Paris, 1972.
8. Jean Sagnes, « La révolte de 1907 dans la chanson d'hier et d'aujourd'hui », *La Vigne et la civilisation du vin en pays languedocien et catalan*, Fédération historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon, Montpellier, 1984.
9. Cité dans « La Révolte dans le Barsequannais », *Folklore de Champagne*, n° 67, août 1979, p. 18.
10. Nicolas Delalande, « La grève de l'impôt dans l'Aude en 1907 : protestation anti-étatique ou appel au pouvoir public », *L'Aude et la Vigne : cent ans de passion*, Actes du colloque de Carcassonne (28-30 juin 2007), Carcassonne, Archives départementales de l'Aude, 2008, p. 144.
11. Philippe Secondary, « Les droites et 1907 : lectures nationales et stratégies locales », dans J. Sagnes (dir.) *La Révolte du Midi viticole cent ans après 1907-2007, Actes des XVIII^e rencontres de Béziers, 12-13 octobre 2007*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, collection Études, 2008.
12. Édouard Lynch, « Le Parti agraire et paysan français entre politique et manifestation », *Histoire et sociétés*, n° 13, janvier 2005, p. 54-65.
13. Fleurant Agricola, « À propos du mouvement agraire », *La Voix de la Terre*, 21 décembre 1928.
14. Centre des Archives Contemporaines (désormais « CAC »), 20010216 art. 76, Le commissaire spécial de Charleville au Préfet des Ardennes, 22 juillet 1935.
15. « Un banquet troublé », *La Voix de la Terre*, 8 septembre 1933.
16. FA. [Fleurant Agricola], « Le fleuve de boue monte. Attention paysans, ne gâchons pas notre heure », *La Voix de la Terre*, 25 janvier 1934.
17. « La veillée des armes. Où êtes-vous, paysans ? », *La Voix de la Terre*, 14 juin 1934.

18. Robert O. Paxton, *Le Temps des chemises vertes : révoltes paysannes et fascisme rural, 1929-1939*, Paris, Le Seuil, 1996.
19. David Bensoussan, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale*, Paris, Fayard, 2006.
20. CAC, 20010216 art. 81, Le préfet de la Haute-Garonne au ministre de l'Intérieur, 26 août 1935.
21. CAC, 20010216 art. 73, Le commissaire spécial à Monsieur le préfet des Ardennes, 22 juillet 1935.
22. *Le Progrès agricole de l'Ouest*, mars 1933.
23. *Le Progrès agricole de l'Ouest*, « Le devoir des jeunesses paysannes », 29 décembre 1935.
24. CAC, 20010216 art. 126, Rapport du procureur général de Rennes au garde des Sceaux, 12 octobre 1936. À Romorantin, des coups sont échangés entre Dorgères et Monnet : CAC, 20010216 art. 158, Rapport du préfet du Loir-et-Cher au ministre de l'Intérieur, 27 mars 1939.
25. Olivier Dard et Nathalie Sévilla [dir.], *Le Phénomène ligueur sous la III^e République*, Metz, Centre Lorrain d'Histoire, 2009.
26. Pierre Birnbaum, *Un Mythe politique, la République juive*, Paris, Fayard, 1988.

RÉSUMÉS

Cet article explore un aspect souvent négligé des études sur l'antiparlementarisme dans la France contemporaine, en s'intéressant à la diffusion de cette thématique dans les campagnes de la III^e République. Il étudie plus particulièrement deux « moments » de forte mobilisation paysanne, les crises viticoles de la Belle Époque, celle du Midi de 1907 et de la Champagne en 1911, puis les manifestations conduites par les partis et mouvements agrariens des années trente. On s'attachera à mettre en évidence comment celles-ci révèlent les formes de diffusion et d'expression d'une culture politique élaborée au niveau national, mais font également apparaître certaines spécificités.

This article explores an often overlooked aspect of modern French antiparliamentarianism by investigating its spread in the rural regions of the Third Republic. Two periods of intense peasant mobilization will be examined in depth: First, the Belle Époque wine-growing crises, in the Languedoc region in 1906 and in the Champagne region in 1911; and second, the protests on the part of various agrarian parties and movements in the 1930s. Particular attention will be paid to the manner in which these conflicts not only reveal the expression and dispersion of a national political culture, but also demonstrate certain local specificities.

INDEX

Index géographique : France, Champagne, Midi

Keywords : 20th century, antiparliamentarism, rural regions, wine-growing, protest, social movement, political culture, agrarianism, Dorgérisme, France, Champagne region, Languedoc region

Mots-clés : antiparlementarisme, campagne, ruralité, viticulture, manifestation, mouvement social, culture politique, agrarisme, dorgérisme

Index chronologique : Belle Époque, XXe siècle

AUTEUR

ÉDOUARD LYNCH

Professeur d'histoire contemporaine

Laboratoire d'Études Rurales, Université Lyon 2, EA 3728